



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFERENCE

Trente-neuvième session

Rome, 6-13 juin 2015

Rapport de la troisième Conférence régionale informelle pour l'Amérique du Nord (Washington, États-Unis d'Amérique, 15-16 avril 2014)

I. Introduction

Organisation de la Conférence

1. La troisième Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord s'est tenue à Washington (États-Unis d'Amérique) du 15 au 16 avril 2014.
2. Ont participé à la conférence des représentants des États-Unis d'Amérique et du Canada. Deux membres de la direction de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) y ont aussi participé à distance grâce à des moyens numériques (vidéoconférence et téléconférence). Quatre membres du Bureau de liaison de la FAO pour l'Amérique du Nord et la chef de l'équipe de l'examen indépendant des réformes concernant la gouvernance de la FAO étaient également présents. La liste complète des participants figure à l'Annexe A.

Adoption de l'ordre du jour

3. La Conférence a adopté l'ordre du jour, tel qu'il figure à l'Annexe B.

Déclarations des États-Unis d'Amérique et du Canada

4. Mme Nerissa Cook, Sous-Secrétaire adjointe du Bureau des organisations internationales, a souhaité la bienvenue aux délégués au Ministère des affaires étrangères des États-Unis d'Amérique et a souligné combien la collaboration entre les États-Unis d'Amérique, le Canada et la FAO était importante afin de garantir la sécurité alimentaire pour tous, tout en veillant à une plus grande efficacité et en évitant les doublons dans leurs activités.
5. M. Phil Karsting, Administrateur du Service agricole extérieur du Ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique, a affirmé avec force l'engagement de haut niveau de son ministère à l'appui de la mission de la FAO. Il a mis en avant des domaines prioritaires pour les États-Unis, notamment la sécurité alimentaire, les politiques bien conçues, la protection des végétaux et l'utilisation de pesticides, la santé animale et la sécurité sanitaire des aliments, la gestion des ressources phylogénétiques et de la diversité biologique, l'assistance aux politiques avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la gestion durable des forêts et des pêches, la fourniture d'informations, l'assistance d'urgence, les questions de budget et les questions de gouvernance.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement.

Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mk373f

6. M. Frédéric Seppey, Négociateur en chef des questions agricoles et Directeur général de la Direction des échanges et des négociations commerciales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, a prononcé une déclaration au nom du Canada et a souligné qu'il importait de coordonner l'engagement de l'Amérique du Nord aux côtés de la FAO dans des domaines d'intérêt commun, y compris celui de l'appui prêté aux pays pour les aider à adopter des normes conçues selon des critères scientifiques.

II. Priorités de l'Amérique du Nord

Les biotechnologies – une priorité du programme

7. M. Ren Wang, Sous-Directeur général chargé du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs de la FAO, a présenté les grandes lignes des activités de la FAO dans le domaine des biotechnologies sur fond d'augmentation de la production agricole.

8. Les participants à la Conférence ont salué les activités menées par la FAO dans le domaine des biotechnologies, en particulier son rôle moteur dans l'élaboration de données scientifiques objectives et fiables dans le domaine agricole; ont réaffirmé que l'innovation, y compris les biotechnologies, était indispensable pour combler l'écart de productivité de l'agriculture d'ici à 2050, conserver les ressources naturelles et garantir la sécurité alimentaire de tout un chacun; ont tenu compte des avantages spécifiques offerts par les biotechnologies à des millions de producteurs, y compris aux petits exploitants qui y avaient déjà recours; et ont instamment demandé à la FAO d'actualiser sa déclaration sur les biotechnologies, à partir d'une approche scientifique correspondant à un point de vue à jour et fondé sur des éléments concrets.

9. Les participants à la Conférence ont réaffirmé que les États-Unis d'Amérique et le Canada poursuivraient leur collaboration avec la FAO à l'appui de la mise au point et de l'adoption de normes conçues selon des critères scientifiques.

Programme de travail et budget 2014-2015 et Plan à moyen terme 2014-2017

10. M. Boyd Haight, Directeur du Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources de la FAO, a fait le point sur l'exécution du Programme de travail et budget (PTB) de l'Organisation en rapport avec les priorités régionales de l'Amérique du Nord définies en 2012, et a présenté les grandes lignes des priorités du PTB pour l'exercice biennal en cours.

11. Les participants à la Conférence se sont félicités des activités menées par la FAO au titre du nouveau cadre stratégique; ont encouragé à poursuivre le cadre stratégique en vigueur; ont réitéré leur appui à l'action de l'Organisation dans la lutte contre l'insécurité alimentaire; ont soutenu l'importance accordée à l'obtention de gains d'efficacité dans le PTB; ont dit attendre avec intérêt de pouvoir examiner les indicateurs révisés, y compris les contributions des comités techniques relatives au cadre de résultats du Plan à moyen terme révisé; ont invité à redoubler d'efforts pour améliorer les échanges intersectoriels, y compris la communication et la coordination entre les coordonnateurs d'objectif stratégique, les comités techniques de la FAO et les représentations de l'Organisation sur le terrain; ont noté qu'il était important d'inscrire les produits du programme de développement pour l'après-2015 dans le processus de planification du prochain exercice biennal (2016-2017); et ont souligné qu'il fallait tenir compte des priorités formulées dans les rapports des conférences régionales, notamment celles de la Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord, lors de l'élaboration et de l'exécution du PTB.

12. Les participants à la Conférence ont demandé à la FAO de rédiger un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des priorités régionales pour l'Amérique du Nord, telles que présentées à l'Annexe C, et de le communiquer avant la quatrième Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord, en 2016.

III. Collaboration avec le Bureau de liaison de la FAO pour l'Amérique du Nord

13. M. Nick Nelson, Directeur du Bureau de liaison de la FAO pour l'Amérique du Nord, a présenté le rôle et les activités menées par le Bureau de liaison.

14. Les participants à la Conférence ont insisté sur la nécessité d'une collaboration plus étroite entre le Bureau de liaison et l'Amérique du Nord, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre d'un plan précis de collaboration avec des représentants officiels et des parties prenantes du Canada ; et ont encouragé le Bureau à continuer de mettre l'accent sur la mise en place de partenariats innovants dans la région Amérique du Nord avec des organisations multilatérales, des organisations de la société civile, des établissements universitaires et le secteur privé.

IV. Comités techniques et autres priorités essentielles

15. Les participants à la Conférence ont fait part des priorités et des centres d'intérêt de l'Amérique du Nord concernant les réunions des comités techniques de la FAO et d'autres organes s'occupant des questions au cœur du mandat de l'Organisation, dont le Comité de l'agriculture, le Comité des pêches, le Comité des forêts, le Comité des produits, la Commission du Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux/Commission sur les mesures phytosanitaires et la Consultation technique sur les faibles proportions de végétaux cultivés génétiquement modifiés dans le commerce international des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale.

16. Les participants à la Conférence ont salué et encouragé la mise au point de normes internationales selon des critères scientifiques et des processus fondés sur des données factuelles; et ont noté qu'il était important d'améliorer les échanges intersectoriels et la coordination entre les départements de la FAO et les comités techniques.

17. Les participants à la Conférence ont noté qu'ils envisageaient de proposer l'ajout d'un indicateur supplémentaire sur les services écosystémiques au titre de l'Objectif stratégique 2 lors de la réunion du Comité des forêts.

V. Partenariats

18. Les participants à la Conférence ont examiné la mise en œuvre des stratégies de partenariat de la FAO avec des organisations de la société civile et le secteur privé à ce jour; ont souligné qu'il était important de nouer des partenariats, en particulier au niveau des pays; ont examiné la proposition de règles et procédures actualisées régissant la participation de représentants d'organisation de la société civile et du secteur privé aux réunions de la FAO; et ont déclaré attendre avec intérêt des observations des États Membres sur cette question dans un proche avenir.

VI. Examen indépendant des réformes concernant la gouvernance de la FAO

19. Mme Maxine Olson, chef de l'équipe chargée de l'examen indépendant des réformes concernant la gouvernance de la FAO, a présenté le rôle de l'équipe et les progrès réalisés à ce jour dans l'évaluation du fonctionnement des réformes de la gouvernance au vu des travaux des différentes conférences régionales de la FAO et des autres organes directeurs de la FAO.

20. Les participants à la Conférence ont salué les travaux menés par l'équipe chargée de l'examen indépendant en vue d'évaluer concrètement les progrès accomplis dans le cadre des réformes concernant la gouvernance, telles que définies dans le Plan d'action immédiate; ont reconnu les importantes contributions apportées par les conférences régionales dans le domaine de la gouvernance, des politiques et des réglementations de la FAO en formulant des priorités et des recommandations propre à chaque région; et ont noté que la souplesse offerte par le caractère informel de la Conférence régionale pour l'Amérique du Nord permettait d'obtenir de bons résultats.

VII. Questions diverses

Date de la quatrième Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord

21. Les participants à la Conférence ont noté avec satisfaction l'offre du Gouvernement canadien d'accueillir la quatrième Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord, en 2016.

Observations finales*Adoption du rapport*

22. La Conférence a adopté le rapport.

Annexe A**Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord (2014)****Liste des participants****Hôtes**

- Nerissa Cook, Sous-Secrétaire adjointe du Bureau des organisations internationales, U.S. Department of State (Ministère des affaires étrangères des États-Unis d'Amérique)
- Phil Karsting, Administrateur du Service agricole extérieur, U.S. Department of Agriculture (Ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique)

Coprésidents

- Natalie E. Brown, Chef adjointe de la Mission des États-Unis d'Amérique auprès des institutions des Nations Unies à Rome
- Frédéric Seppey, Négociateur en chef des questions agricoles et Directeur général de la Direction des échanges et des négociations commerciales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Ottawa

- 1) Alison Clement, Conseillère principale en matière de politiques, Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada
- 2) Lisa Guindon, Responsable principale des affaires multilatérales, Agriculture et Agroalimentaire Canada
- 3) Jessica Thomson, Conseillère principale en matière de politiques, Ressources naturelles Canada

Ambassade du Canada à Rome

- 4) Debra Price, Représentante permanente adjointe, Mission permanente du Canada auprès des Organisations des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- 5) Eric Robinson, Représentant permanent suppléant, Mission permanente du Canada auprès des Organisations des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Mission des États-Unis d'Amérique auprès des institutions des Nations Unies à Rome

- 6) George Douvelis, Acting Counselor for Agriculture, USDA, Mission des États-Unis d'Amérique auprès des institutions des Nations Unies à Rome
- 7) Greg Groth, Représentant permanent suppléant, Mission des États-Unis d'Amérique auprès des institutions des Nations Unies à Rome

Siège de la FAO (par vidéoconférence)

- 8) Ren Wang, Sous-Directeur général du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs
- 9) Boyd Haight, Directeur du Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources

Bureau de liaison de la FAO pour l'Amérique du Nord

- 10) Nick Nelson, Directeur du Bureau de liaison de la FAO pour l'Amérique du Nord;
- 11) Barbara Ekwall, Fonctionnaire principale chargée de liaison, Bureau de liaison de la FAO pour l'Amérique du Nord
- 12) Gabriel Laizer, Partenariats et communication, Bureau de liaison de la FAO pour l'Amérique du Nord
- 13) Amy McMillan, Partenariats et communication, Bureau de liaison de la FAO pour l'Amérique du Nord

USDA (Ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique), Washington

- 14) Laura Anderson, Senior Advisor, Multilateral Affairs Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, Foreign Agriculture Service, USDA
- 15) Jennifer Conje, Policy Advisor, U.S. Forest Service, International Programs
- 16) Wendell Dennis, Deputy Director, Multilateral Affairs Division, Foreign Agricultural Service, USDA
- 17) Pesach (Pace) Lubinsky, Science Advisor New Technologies & Production Methods Division, Office of Agreements and Scientific Affairs, Foreign Agricultural Service, USDA
- 18) Suzanne Palmieri, Associate Administrator, Foreign Agricultural Service, USDA
- 19) Geoff Wiggins, Deputy Administrator, Office of Agreements and Scientific Affairs, USDA
- 20) Julia Aliaga, International Standards Program Director, Animal and Plant Health Inspection Service, USDA

State Department (Ministère des affaires étrangères des États-Unis d'Amérique), Washington

- 21) Nick Artuso, Desk Officer for Canada, Western Hemispheres Affairs, U.S. Department of State
- 22) Mary Blanca Rios, Foreign Affairs Officer, Office of Management, Policy and Resources, Bureau of International Organizations Affairs, U.S. Department of State
- 23) April Cohen, Human Rights Unit Chief, Bureau of International Organization Affairs, U.S. Department of State (Remarque: future Représentante permanente suppléante de la Mission des États-Unis d'Amérique)
- 24) Amy Diggs, Agriculture, Biotechnology, Textile Trade Affairs, Bureau of Economic and Business Affairs, U.S. Department of State
- 25) Jeffrey Golladay, Office of Human Security Intern, Bureau of International Organization Affairs, U.S. Department of State
- 26) Kelly Juarez, Economic/Commercial Officer, Bureau of Economic and Business Affairs, U.S. Department of State
- 27) Oliva Lopez, Secretary's Office Global Food Security (S/GFS), U.S. Department of State
- 28) Stephen O'Dowd, Director, Office of Human Security, Bureau of International Organization Affairs, U.S. Department of State
- 29) Mark Rosmann, Secretary's Office Global Food Security (S/GFS), U.S. Department of State
- 30) Vanessa Tantillo, Food Security Officer, Bureau of International Organization Affairs, U.S. Department of State
- 31) John Tuminaro, Senior Food Security Advisor, Bureau of International Organization Affairs, U.S. Department of State
- 32) Deirdre Warner Kramer, Senior Foreign Affairs Officer, Office of Marine Conservation, U.S. Department of State

USAID (Agence des États-Unis pour le développement international), Washington

- 33) Natalie Freeman, Fonctionnaire principale chargée du programme Feed the Future, USAID

Examen indépendant des réformes concernant la gouvernance de la FAO

- 34) Maxine Olson, membre de l'équipe chargé de l'examen indépendant des réformes concernant la gouvernance de la FAO

Ambassade du Canada, Washington

- 35) Brad Wood, Premier secrétaire (Agriculture et pêches), Ambassade du Canada auprès des États-Unis d'Amérique

Troisième Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord**Harry S. Truman Building - Salle 4517****Washington****15 et 16 avril 2014****- Ordre du jour provisoire -****Coprésidents:**

Natalie Brown, Chef adjointe de la Mission des États-Unis d'Amérique auprès des institutions des Nations Unies à Rome;

Frédéric Seppey, Directeur général de la Direction des échanges et des négociations commerciales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Mardi 15 avril

- 9 h 15 Allocutions de bienvenue et déclarations d'ouverture
- *Nerissa Cook (États-Unis), Sous-Secrétaire adjointe du Bureau des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères des États-Unis d'Amérique;*
 - *Phil Karsting (États-Unis), Administrateur du Service agricole extérieur du Ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique;*
 - *Frédéric Seppey (Canada), Directeur général de la Direction des échanges et des négociations commerciales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.*
- 9 h 55 Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
- *Présentation du projet d'ordre du jour de la Conférence – John Tuminaro (États-Unis).*

Première séance – Priorités de l'Amérique du Nord

- 10 heures Les biotechnologies – une priorité du programme
- *Remarques liminaires – George Douvelis (États-Unis);*
 - *Tour d'horizon des activités de la FAO dans le domaine des biotechnologies – Ren Wang (FAO) – téléconférence;*
 - *Débat.*
- 10 h 45 Pause d'un quart d'heure.
- 11 heures Programme de travail et budget 2014-2015 et Plan à moyen terme 2014-2017
- *Remarques liminaires – John Tuminaro (États-Unis);*
 - *Point sur l'état d'avancement de l'exécution du Programme de travail et budget (PTB) en rapport avec les priorités de l'Amérique du Nord et grandes lignes des priorités du PTB pour le prochain exercice biennal – Boyd Haight (FAO) – vidéoconférence;*
 - *Débat.*
- 12 heures Conclusions, prochaines étapes et recommandations issues de la première séance
- *Résumé de la première séance – Vanessa Tantillo (États-Unis).*
- 12 h 15 Pause d'un quart d'heure.

Deuxième séance – Collaboration avec le Bureau de liaison de la FAO de Washington

- 12 h 30 Déjeuner.
- Présentation du rôle du Bureau de liaison de Washington et du plan de travail pour l'avenir
- *Remarques liminaires – Vanessa Tantillo (États-Unis);*
 - *Présentation du rôle du Bureau de liaison de Washington et du plan de travail pour l'avenir, y compris la collaboration avec le Canada – Nick Nelson (FAO);*
 - *Débat sur les modalités de collaboration concrète avec le Bureau de liaison.*
- 13 h 30 Conclusions, prochaines étapes et recommandations issues de la deuxième séance
- *Résumé de la deuxième séance – Vanessa Tantillo (États-Unis).*
- 13 h 45 Pause d'un quart d'heure.

Troisième séance – Comités techniques et autres priorités essentielles

- 14 heures Priorités et centres d'intérêt de l'Amérique du Nord en rapport avec les comités techniques de la FAO et débats sur les objectifs stratégiques de la région concernant les prochaines réunions:
- Comité de l'agriculture – George Douvelis (USDA/FAS);*
 - Comité des pêches – Deirdre Warner-Kramer (State Department);*
 - Comité des forêts – Jennifer Conje (USDA/FS);*
 - Comité des produits – Eric Robinson (Canada);*
 - Commission du Codex Alimentarius – Lisa Guindon (Canada);*
 - Convention internationale pour la protection des végétaux/Commission sur les mesures phytosanitaires – John Greifer (USDA/APHIS);*
 - Consultation technique sur la présence à faible concentration – Eric Robinson (Canada).*
- 15 h 45 Conclusions, prochaines étapes et recommandations issues de la troisième séance
- *Résumé de la troisième séance – Vanessa Tantillo (États-Unis).*
- 16 heures Pause d'un quart d'heure.
- 16 h 15 Réunion à huis clos du Groupe régional de l'Amérique du Nord.
- 17 h 30 Clôture des travaux de la première journée.
- 18 heures Dîner au restaurant Dish, 924 25th St NW, Washington.

Mercredi 16 avril

- 9 h 30 Suite de la réunion à huis clos du Groupe régional de l'Amérique du Nord.

Quatrième séance – Examen indépendant des réformes concernant la gouvernance de la FAO

- 10 h 30 Point sur l'examen indépendant des réformes concernant la gouvernance de la FAO
- *Remarques liminaires et présentation de Maxine Olson, membre de l'équipe chargé de l'examen – Greg Groth;*
 - *Historique de l'examen indépendant des réformes concernant la gouvernance de la FAO, rôle de l'équipe d'examen indépendant, analyse de l'approche adoptée et débat afin de recueillir le point de vue des participants sur trois questions principales: 1) les progrès accomplis par la FAO et ses organes directeurs dans l'exécution du Plan d'action immédiate quant aux réformes concernant la gouvernance; 2) les résultats des réformes à ce jour; et 3) ce*

qu'il reste à faire et ce qui pourrait être fait ou devrait être modifié afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience des organes directeurs de la FAO – Maxine Olson.

- 11 h 30 Conclusions, prochaines étapes et recommandations issues de la quatrième séance
- Résumé de la quatrième séance – *Vanessa Tantillo (États-Unis)*.

Cinquième séance – Questions diverses

- 11 h 45 Date de la quatrième Conférence régionale informelle de la FAO pour l'Amérique du Nord (2016).
- 12 heures Pause d'un quart d'heure.
- 12 h 15 Déjeuner: réunion à huis clos du Groupe régional de l'Amérique du Nord.
- 14 h 30 Observations finales
- *Frédéric Seppey (Canada)*;
- *Natalie Brown (États-Unis)*.
- 15 heures Clôture de la Conférence.

Annexe C

A. Objectif stratégique 1: Contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

Porter une attention particulière à la promotion d'une amélioration durable de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment chez les enfants et les jeunes, ainsi qu'au sein des ménages et des groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel, tels que les nourrissons, les femmes enceintes et les mères allaitantes.

Principales mesures à prendre:

- *Fournir des informations, des évaluations et des analyses pour lutter contre la faim et réduire la malnutrition.*
- *Travailler en collaboration avec les partenaires appropriés dans le cadre des mécanismes existants (notamment l'initiative SUN¹ et la campagne des 1 000 jours), afin d'aider les Membres à recenser les populations en situation d'insécurité alimentaire et celles qui sont exposées à des problèmes liés à la nutrition.*
- *Promouvoir la qualité, la sécurité sanitaire et la valeur nutritionnelle des produits alimentaires.*
- *Prévenir les maladies d'origine alimentaire; accorder la priorité à la protection des consommateurs et aux pratiques équitables dans le commerce des denrées alimentaires.*

B. Objectif stratégique 2: intensifier et améliorer la fourniture de biens et services provenant de l'agriculture, de la foresterie et des pêches de manière durable

Circonscrire et enrayer les maladies animales et les organismes nuisibles, et réduire leur impact économique ainsi que les risques qu'ils présentent pour la santé humaine. Dans le domaine de la lutte contre les maladies animales et la conservation des ressources génétiques animales, la coopération internationale en matière de prévention des maladies et des ravageurs, la planification et la préparation des interventions d'urgence, ainsi que l'alerte précoce et le contrôle sont les avantages comparatifs de la FAO et devraient donc s'inscrire parmi ses priorités. Promouvoir l'utilisation de la biotechnologie aux fins de l'amélioration des races de bétail et de volaille.

Renforcer l'attention que porte la FAO aux technologies agricoles innovantes, y compris la biotechnologie, qui sont des instruments essentiels pour accroître la productivité et garantir un système d'approvisionnements alimentaires durable. Outre leur contribution à la résolution des problèmes qui menacent la sécurité alimentaire, ces technologies fondées sur la science sont de puissants alliés dans l'atténuation des effets du changement climatique, notamment en soutenant des pratiques agricoles qui favorisent une agriculture plus durable et plus efficace.

Afin de maintenir la durabilité des ressources halieutiques et de garantir que la pêche et l'aquaculture continuent de jouer un rôle important dans la sécurité alimentaire, nous encourageons un effort plus ciblé en faveur de l'élargissement et du renforcement de la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable et de ses instruments connexes, en mettant en particulier l'accent sur l'établissement de priorités et l'élaboration d'orientations efficaces, la bonne gestion et la promotion des pratiques optimales.

Miser sur l'avantage comparatif que la FAO détient dans le domaine des systèmes d'information et de suivi des ressources forestières, ainsi que dans l'élaboration et la promotion de stratégies, de directives et de pratiques de gestion durable des forêts. Renforcer l'intégration intersectorielle entre les forêts et d'autres domaines, en particulier la sécurité alimentaire et les ressources en eau.

Nous nous attachons à établir des systèmes de sciences agricoles qui soutiennent l'enseignement, la vulgarisation et la recherche. Le rôle que joue la FAO dans la promotion de la productivité durable, grâce à des capacités humaines et institutionnelles solides dans le domaine scientifique, à la qualité des

¹ Initiative pour le renforcement de la nutrition

services fournis et au sens de l'innovation, est essentiel pour atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire.

Principales mesures à prendre:

- *Renforcer la capacité de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture à élaborer des normes internationales; établir et promouvoir des systèmes efficaces d'échange d'information entre les membres; s'employer à renforcer les capacités techniques de tous les pays membres, en particulier les pays en développement, à l'appui de la conservation et de l'utilisation durable des ressources génétiques; et mettre en place une structure d'appui technique et administratif suffisante et durable pour répondre aux besoins et aux priorités des membres.*
- *Aider les gouvernements à intégrer de façon plus efficace et cohérente les avis scientifiques et techniques aux processus décisionnels en définissant des «meilleures optimales».*
- *Donner suite de façon concrète aux résultats pertinents du Sommet de Rio+20 et tenir pleinement compte des considérations relatives à l'adaptation au changement climatique.*
- *Lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, y compris par la mise en œuvre de l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port, par la mise en place d'un fichier mondial des navires de pêche et par l'élaboration d'orientations en matière de traçabilité.*
- *Renforcer les capacités aux niveaux national et régional pour favoriser la mise en œuvre des instruments existants, en particulier des Directives sur la gestion des prises accessoires et la réduction des rejets en mer.*
- *Élaborer et adopter un plan d'action visant à guider les travaux du Sous-Comité de l'aquaculture pour satisfaire les besoins humains en protéines de poisson face au déficit de l'offre en provenance de la pêche de capture marine.*
- *Prêter une attention accrue aux systèmes de suivi et d'information sur les ressources forestières du Département des forêts de la FAO, en s'efforçant notamment de mieux y intégrer les données de télédétection; d'affiner les fonctions désignées (tableau 3 des rapports nationaux) et les indicateurs de gouvernance figurant dans l'Évaluation des ressources forestières mondiales; et d'étendre la collecte de données à d'autres types d'information, de façon à mieux cerner l'ensemble des avantages que présentent les forêts pour les moyens d'existence et pour la société.*
- *Maintenir le Département des forêts à la présidence du Partenariat de collaboration sur les forêts, auquel participent tant les États Membres que la société civile par le biais des principaux processus et organismes internationaux s'occupant des forêts.*
- *Poursuivre les efforts en vue d'améliorer les pratiques de gestion durable des forêts, notamment en matière de gestion des incendies de forêt et d'adaptation des forêts au changement climatique.*
- *Veiller à ce que des ressources (humaines et financières) suffisantes soient réaffectées en vue d'atteindre les indicateurs de performance nécessaires pour assurer la viabilité des programmes de la FAO en matière de protection des végétaux et l'application des normes internationales. Des systèmes de production efficaces et résilients, reposant sur des pratiques agricoles adaptées, seront essentiels.*
- *Renforcer la capacité de la CIPV² à élaborer des normes internationales; à établir et promouvoir des systèmes efficaces d'échange d'information entre les membres; à renforcer les capacités techniques de tous les pays membres, en particulier les pays en développement; et à fournir un appui administratif suffisant et durable pour répondre aux besoins et aux priorités des membres.*

² Convention internationale pour la protection des végétaux

C. Objectif stratégique 3: réduire la pauvreté rurale

Les efforts visant à accroître le nombre et l'efficacité des investissements publics et privés dans l'agriculture et le développement rural devraient être renforcés et gérés par un bureau des partenariats, dûment habilité par la FAO et ayant explicitement pour mandat de renforcer les liens entre l'Organisation et un certain nombre de partenaires compétents du secteur privé. Renforcer la chaîne de valeur dans le secteur de l'alimentation pour y intégrer les petits exploitants ainsi que les petites et moyennes entreprises, aux côtés des multinationales.

Cette initiative pourrait tenir compte du rapport du Groupe d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, intitulé «Investir dans la petite agriculture pour une meilleure sécurité alimentaire».

Comme indiqué au cours de la dix-huitième session de la CDD³ et du Sommet de Rio+20, les rapports étroits entre les besoins alimentaires urbains et la production alimentaire rurale sont de plus en plus évidents; l'urbanisation en Amérique du Nord et dans le monde illustre le besoin urgent d'agir. Ainsi que l'a souligné la FAO, une compréhension plus complète de ces rapports, notamment de leur résilience et de leur vulnérabilité, deviendra de plus en plus essentielle à l'avenir.

Principales mesures à prendre:

- *Accorder un degré de priorité élevé à la collecte de données sur la sécurité sanitaire des aliments et aux systèmes de prévision et d'alerte précoce dans ce domaine.*
- *Envisager des approches qui permettraient de réduire au minimum le gaspillage et explorer les utilisations non alimentaires des bioproduits agricoles.*
- *Continuer de concentrer les efforts sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts. Accorder un degré de priorité élevé à la recherche; promouvoir l'information et le plaidoyer sur les pratiques optimales; et aider les gouvernements à adopter des politiques et des lois sur les régimes fonciers et la gouvernance.*
- *Utiliser les Directives volontaires pour un investissement agricole responsable comme une plateforme pour promouvoir la sécurité alimentaire en accroissant l'investissement dans l'agriculture.*

D. Objectif stratégique 4: veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international

S'efforcer de mettre en place des cadres efficaces de promotion des transferts de technologie et de gestion des ressources phylogénétiques, y compris des semences commerciales. Nous soutenons les efforts visant à améliorer la réglementation des nouvelles technologies agricoles, y compris les biotechnologies et les pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques, à mieux évaluer ces technologies en utilisant des méthodes plus efficaces fondées sur les risques et les données scientifiques, et à faciliter l'accès des petits exploitants aux technologies.

Axer les efforts sur l'assistance technique et politique à l'appui de l'analyse des marchés des produits alimentaires et agricoles, et de leurs incidences sur la sécurité alimentaire; des politiques commerciales agricoles mondiales et régionales; et des stratégies et/ou politiques proposées pour optimiser l'accès des petits producteurs aux marchés.

Encourager le recours à des mesures fondées sur des données scientifiques et l'utilisation de normes internationales afin d'assurer un commerce agroalimentaire prévisible, en particulier pour les produits novateurs issus des biotechnologies agricoles. Accroître l'investissement de l'Organisation dans le renforcement des capacités des États Membres afin de faciliter l'élaboration, l'utilisation et le respect de normes réglementaires convenues au niveau international et fondées sur des données scientifiques. Poursuivre les travaux de collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'appui de la mise en œuvre des programmes de la Commission du Codex Alimentarius et de l'amélioration des

³ Commission du développement durable

orientations de l'Organisation. Porter une attention particulière au renforcement des capacités techniques au niveau institutionnel.

La FAO devrait faciliter la mise en place, à l'appui des gouvernements et autres parties prenantes, d'un environnement favorable à l'amélioration des cadres internationaux, des normes et des orientations concernant les nouvelles technologies agricoles (y compris la biotechnologie). Le dialogue pourrait alors contribuer à réduire les coûts liés à l'importation de produits alimentaires, à stimuler l'investissement nécessaire pour assurer l'ouverture et l'efficacité des échanges commerciaux, ainsi qu'à créer de nouveaux marchés et réduire au minimum les obstacles aux échanges.

Principales mesures à prendre:

- *Poursuivre les efforts de renforcement des capacités et les travaux normatifs visant à perfectionner les pratiques après récolte pour accroître le rendement, assurer un meilleur accès aux marchés et améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments.*
- *Intensifier les activités de renforcement des capacités dans un certain nombre de pays, en particulier les pays les moins avancés, afin de leur permettre de se doter des compétences et infrastructures commerciales nécessaires à la mise en œuvre et à la jouissance des accords de l'Organisation mondiale du commerce, et de développer leur commerce.*
- *Renforcer l'analyse et la prise de conscience de la contribution que les biotechnologies agricoles novatrices continueront d'apporter à la sécurité alimentaire et à la durabilité.*
- *Établir un rôle de chef de file dans la promotion des mouvements et échanges de ressources génétiques animales et végétales pour l'alimentation et l'agriculture, notamment en mettant en place de cadres à même de faciliter l'accès à ces ressources et le partage des avantages qui en découlent..*
- *Faire en sorte que le Secrétariat du Codex soit doté d'une équipe de direction solide, y compris en veillant à pourvoir les postes clés, dans le respect des principes fondateurs du Codex.*
- *Apporter un soutien aux comités mixtes FAO/OMS d'experts en rétablissant un financement adéquat.*
- *Poursuivre l'évaluation des capacités existantes dans les États Membres et les renforcer, s'il y a lieu, afin de favoriser l'élaboration de normes réglementaires convenues au niveau international et fondées sur des données scientifiques, ainsi que leur utilisation et leur respect.*
- *Soutenir la mise en place de systèmes réglementaires dans les États Membres, ou leur renforcement, pour favoriser une meilleure synchronisation des processus d'approbation des nouvelles cultures génétiquement modifiées, et promouvoir des politiques adaptées et fondées sur les risques pour traiter le problème de la présence à faible concentration (PFC).*
- *Améliorer les fonctionnalités de la base de données de la FAO sur l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments génétiquement modifiés, et promouvoir l'utilisation de cette base de données et de l'annexe du Codex relative à la PFC, en cas d'incident lié à la présence à faible concentration.*

E. Objectif stratégique 5: améliorer la résistance des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

Se concentrer sur la fourniture d'informations générales, le plaidoyer et la gestion des risques face aux défis environnementaux ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture. Mettre en œuvre les principaux instruments de politique sur la biodiversité et renforcer les partenariats avec les institutions internationales compétentes en mettant l'accent sur l'échange, la dissémination, le développement et l'utilisation des ressources génétiques agricoles.

Axer les efforts sur le partage des connaissances, la diffusion d'évaluations/avis techniques et en matière de politiques, sur la réhabilitation de l'agriculture et le redressement prolongé, plutôt que sur la constitution de stocks et l'acheminement des approvisionnements. Instaurer un dialogue sur les actions et les politiques à même d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition avant, pendant et après les situations d'urgence.

Renforcer le rôle de la FAO dans les activités d'intervention d'urgence et de renforcement de la résilience des populations vulnérables, en particulier dans le cadre de l'approche sectorielle des Nations Unies. La FAO a un rôle essentiel à jouer, en particulier en matière de prévention des catastrophes, de préparation, d'alerte rapide et d'atténuation dans les secteurs alimentaire et agricole. La coopération tripartite avec l'OMS et l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) dans le cadre de l'initiative «Une seule santé» revêt une importance cruciale pour la sécurité sanitaire mondiale.

Mettre en œuvre les principaux instruments de politique sur la biodiversité et renforcer les partenariats entre la FAO et les institutions internationales concernées en se concentrant sur l'échange des ressources génétiques.

Principales mesures à prendre:

- *Donner un degré de priorité élevé au contrôle et à la prévention de la grippe aviaire; renforcer les capacités de laboratoire et de surveillance, de sorte à faciliter la détection et le signalement des maladies animales et zoonotiques prioritaires; étendre la surveillance des maladies animales à l'élevage industriel du bétail et de la volaille.*
- *Renforcer les plateformes EMPRES et GLEWS, et veiller à ce que le Centre de gestion des crises soit une structure efficace et durable, qui permette d'intervenir rapidement face aux épizooties transfrontières.*

F. Objectif 6 et questions transversales

Garantir la durabilité de toutes les activités entreprises au titre de cet objectif, notamment l'affectation des ressources financières et humaines nécessaires. Ces activités sont en effet essentielles pour maintenir le rôle mondial de la FAO dans la production d'analyses de données statistiques et autres données de première importance; pour appuyer les travaux de ses comités techniques, des autres organes techniques et des réunions; et pour maintenir l'excellence technique à tous les niveaux de l'Organisation.

Intégrer pleinement la parité hommes-femmes dans tous les programmes de l'Organisation, tant au niveau du Siège que des opérations de terrain. Cela nécessite une analyse sexospécifique pour mieux comprendre les possibilités de progresser dans ce domaine, ainsi qu'un renforcement de la collecte et de l'analyse de données ventilées par sexe afin de définir les moyens d'améliorer les programmes.